

48 HEURES APRÈS SA NOMINATION

Le nouveau ministre du Tourisme limogé

Ça fait désordre, pour le moins que l'on puisse dire. Mais de là à ce qu'on en arrive à une décision aussi radicale, il doit y avoir de bonnes raisons.

Le président de la République a donc décidé sur proposition du Premier ministre, comme le lui confère la Constitution, qu'il soit mis fin, deux jours après sa nomination, aux fonctions du tout frais émoulu ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Messaoud Benagoun. Le plus jeune membre du gouvernement de Abdelmadjid Tebboune qui, doit-on le rappeler, a été «puisé» à partir du quota de portefeuilles accordé aux partis du second collège des vainqueurs des législatives, le MPA d'Amara Benyounès en l'occurrence. Le président de la République, dit le communiqué rendu public en début d'après-midi, a démis de ses fonctions l'éphémère ministre sans la moindre précision, hormis que le président est dans son bon droit comme le lui reconnaît l'article 93 de la Constitution.

Son éviction, Messaoud Benagoun la doit, si l'on doit se fier au canal d'Ennahar TV, à des antécédents judiciaires du genre qui laissent sans voix, au point où il est à se demander comment il a pu figurer sur la liste du MPA à Batna lors des dernières législatives. Le même organe énumère, entre autres, une condamnation à une peine de six ans de prison. Le plus étonnant dans l'histoire est le fait qu'un ministre soit passé au tra-

vers de l'enquête d'habilitation pourtant habituellement diligentée pour des responsabilités beaucoup moins importantes et dénué de tout prestige comme l'est le poste de ministre de la République. A moins que l'enquête ait été menée a posteriori et là, on imagine l'état d'esprit qui prévaut chez le «parrain» du candidat qui l'a proposé au meneur

des consultations en vue de la formation du gouvernement.

Une «affaire», et c'en est une, qui rappelle le quiproquo né de la nomination de Ramtane Lamamra et de Abdelkader Messahel, il y a exactement deux ans, aux affaires étrangères avant qu'un communiqué vienne éclairer les lanternes des Algériens sur les missions dévolues à chacun des deux ministres en charge des questions extérieures.

M. Azedine



Messaoud Benagoun.

Photos : D.R

MSP

Soltani et ses pairs réduits au silence

Au MSP, on veut visiblement limiter de l'influence médiatique de ceux, minoritaires au sein du conseil consultatif national du mouvement, qui s'inscrivent contre l'option de l'opposition imprimée par la nouvelle direction.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Une option entérinée, une fois de plus et de manière éclatante, par les membres de cette instance qui, il y a un peu moins d'une quinzaine de jours, avaient rejeté quasi unanimement l'offre du président de la République de rejoindre le gouvernement post-élections législatives du 4 mai dernier. Ce qui n'a pas été du goût des partisans de l'option entriste menée par Aboudjerra Soltani et Abderrahmane Saïdi, respectivement ex-président et ex-président du Conseil consultatif du mouvement. Ce duo n'a pas cessé de multiplier les interventions médiatiques avant et même après cette résolution on ne peut



Aboudjerra Soltani.

plus claire de maintenir le MSP dans le camp de l'opposition. Des sorties médiatiques de personnes qui n'ont pas la qualité de dirigeants du parti et dont le risque de «flouer» l'opinion publique en général mais plus particulièrement la base militante du parti est grand.

D'où, d'ailleurs, la récente «précision» faite par la direction du mouvement aux gens des médias, invités à «ne se fier» qu'aux membres de son bureau exécutif national ou ceux autorisés par cette même instance exécutive du parti. Et au chargé de communication du MSP d'ajouter que

toute personne autre que celles «habilitées», et ce, indépendamment de son rang et sa qualité, sollicitée pas des médias pour une intervention ou un entretien sans passer par le secrétariat national en charge de la communication du mouvement, ne représente que sa personne et aucunement le MSP, précisant dans ces cas de figure le droit de réponse et de rectificatif du mouvement.

Ces «précisions» de la direction nationale du MSP sont une manière on ne peut plus directe pour Abderezzak Mokri de limiter le champ d'action de son «ennemi intime», son prédécesseur à la tête du mouvement.

«Echaudé» par le verdict du conseil consultatif national qui avait presque unanimement consolidé son successeur dans son option d'une opposition dure, Soltani avait dans un premier temps pensé à raccrocher avant qu'il ne se ravise peu après, poursuivant ses «attaques médiatiques».

M. K.

SUITE AUX RAIDS ÉGYPTIENS EN LIBYE

État d'alerte aux frontières algéro-libyennes

Une grande tension règne à nos frontières depuis vendredi. Les raids aériens déclenchés ce jour-là par l'aviation égyptienne contre des positions de Daesh en Libye ont mis les forces de l'ANP en état d'alerte. Un peu plus loin, la Tunisie redouble elle aussi de vigilance pour faire face à une situation qui plonge en fait toute la région dans la tourmente.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Tout a commencé cette fin de semaine lorsque Abdelfattah El-Sissi apparaît sur la télévision égyptienne pour informer l'opinion que des avions militaires égyptiens bombardaient au même moment (vendredi soir) des bases terroristes implantées à l'intérieur du territoire libyen.

L'opération a été déclenchée en représailles à l'attaque perpétrée quelques heures plus tôt contre un bus transportant des Coptes dans la région de Minya, au sud du Caire. L'attentat provoque une onde de choc. C'est le

second du genre, en l'espace d'un mois et demi, qu'enregistre la communauté copte. 43 morts et de nombreux blessés avaient été enregistrés suite à cette précédente attaque menée par des kamikazes contre des églises.

Les deux attaques ont été revendiquées par Daesh. Confronté à une situation interne très sensible, Al-Sissi décide cette fois de réagir. Il frappe fort. Le porte-parole de l'aviation militaire égyptienne annonce que les bombardements ont ciblé Derna, premier lieu d'implantation des terroristes de Daesh. «L'aviation,

dit-il, a mené d'intenses frappes, elles ont visé différents repaires d'éléments terroristes en Libye après coordination et vérification de toutes les informations». «Ces frappes, poursuit-il, ont abouti à la destruction des zones destinées à l'entraînement des éléments terroristes qui ont préparé et mis en œuvre l'attaque de Minya».

Les résultats qu'il affirme avoir obtenus ne calment pas le courroux du Président égyptien qui ordonne la poursuite des raids durant la journée de samedi. Cette fois, ils ont lieu dans le quartier de Dar Lahmar, une ville de l'Est libyen où le général Haftar mène une longue guerre contre les groupes terroristes qui y sévissent. Ce dernier a d'ailleurs annoncé avoir pris part avec ses troupes à l'opération aérienne lancée par ses alliés égyptiens. Perçu comme l'un des

principaux blocages au règlement politique de la crise libyenne, Haftar a également fait part de son intention de lancer une nouvelle offensive contre les bases terroristes de Derna ces prochains jours.

La situation induite par l'offensive égyptienne préoccupe au plus haut point la communauté internationale. La Libye, qui semblait jusque-là sur la voie d'un règlement pacifique, paraît entrer dans une nouvelle phase de déstabilisation marquée par le retour des combats de rues à Tripoli entre les troupes du Gouvernement d'union nationale (GNA) et des milices qui lui sont opposées.

Plus grave encore : Al-Sissi a fait savoir une nouvelle fois samedi son intention de poursuivre ses actions militaires «à l'intérieur et à l'extérieur» du territoire libyen.

«Nous allons frapper, dit-il, les camps terroristes là où ils se trouvent (...) tout camp qui menace l'Égypte sera détruit (...) les terroristes ont terminé leur mission en Syrie en détruisant le pays, à présent, ils veulent venir chez nous pour casser l'Etat égyptien en créant la discorde entre les musulmans et les chrétiens».

Les pays limitrophes, particulièrement la Tunisie et l'Algérie, engagés dans un processus de médiation devant aboutir à un accord politique entre les différentes parties libyennes ont mis leurs troupes en alerte aux frontières.

Les frappes contre les bases de Daesh pourraient en effet amener les terroristes à fuir les zones sous pression et s'infiltrer dans ces pays. La vigilance est plus que jamais de mise...

A. C.